

POINT DE MIRE

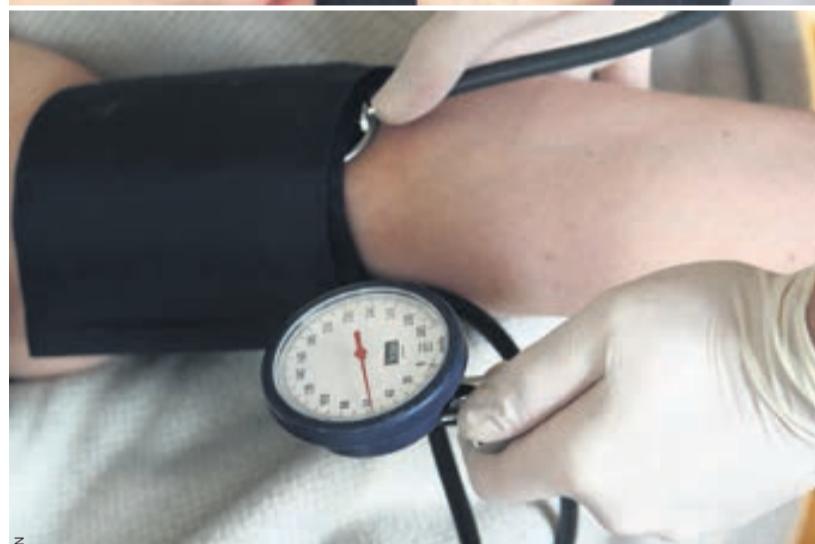
ARMES SUISSES, ARMES DE RÉPRESSION

Sylviane Herranz

La Suisse est neutre. Mais ses armes tuent et mutilent. Au Yémen, comme vient de le rappeler Amnesty International, des grenades fabriquées par Ruag ont été retrouvées sur des lieux de combats. Des milliers de civils ont perdu la vie dans ce conflit alimenté notamment par les Emirats arabes unis. Un pays par lequel transittent des équipements de notre industrie d'armement. Au profit de milices semant la terreur et la famine, menaçant des millions de personnes. Du matériel de guerre helvétique utilisé également en Syrie ou en Libye. Les armes suisses font des ravages en France aussi. Où les lanceurs de balles de défense (LBD), du fabricant Brügger & Thomet de Thoune, sont utilisés à large échelle contre les Gilets jaunes. Ces fusils projettent des balles en caoutchouc dur, sortes de balles de golf de 40 millimètres de diamètre, à une vitesse de plus de 300 km/h. De quoi terrasser n'importe quel bipède. Une arme censée être employée pour neutraliser une personne dangereuse, mais en aucun cas pour gérer une foule de manifestants. Or, depuis le début du mouvement des Gilets jaunes, et jusqu'à fin janvier, 9228 cas de recours au LBD ont été recensés. Et au moins 116 enquêtes ont été ouvertes pour les blessures subies par des manifestants. Des lésions lourdes, allant de la perte d'un œil, au crâne ou à une mâchoire fracturée. C'est que les forces de l'ordre se fichent bien de la précision helvétique. Ces armes sont prévues pour frapper la personne au torse ou aux jambes, afin de l'immobiliser. Mais là, elles visent la tête. Provoquant des mutilations à vie. Pour l'heure, cette arme considérée comme «sublétale», c'est-à-dire proche de la mort, n'a pas encore causé de décès dans la révolte française. Mais, selon un neurochirurgien du centre hospitalier de Besançon, le risque de mourir ou d'avoir un grave handicap est de un sur cinq.

La Suisse pays neutre. Et pas assez rentable pour son industrie d'armement qui a fait pression l'année passée sur le Conseil fédéral pour que ce dernier révise l'ordonnance sur les exportations d'armes. Et l'autorise à vendre sa production dans les pays en proie à des conflits internes. Ni une ni deux, le gouvernement répondait positivement, droit dans ses bottes. Une attitude ayant soulevé un tollé. Jeunes, socialistes, Verts, et même des représentants de partis de droite s'y sont fermement opposés, obligeant le Conseil fédéral à faire marche arrière. Reste que l'ordonnance avait déjà été assouplie il y a quelques années. En décembre, une initiative était lancée pour rectifier le tir. Elle a recueilli en moins de deux mois plus de 100 000 signatures! Un véritable succès, qui influera sur le débat sur les armes à l'ordre du jour de la session de printemps du Parlement. La mobilisation pour l'interdiction des exportations vers les pays en guerre ou en proie à des conflits internes doit se poursuivre. Il est urgent de mettre fin à l'hypocrisie d'une Suisse «neutre». ■

LE SECTEUR DES SOINS VA MAL



Le personnel soignant est soumis à des conditions de travail extrêmement pénibles. Sous une pression constante, près de la moitié envisage d'abandonner le secteur, révèle une enquête d'Unia. **PAGE 3**

PROFIL

Simone Chapuis-Bischof, le féminisme dans la peau.

PAGE 2

MIGROS

Attitude indigne.

PAGE 5

HORLOGERIE

Unia au côté du personnel de Bulgari.

PAGE 9

SOLIDARITÉ



Théo, un des «3+4 de Briançon», témoigne.

PAGE 7

TRAVAIL TEMPORAIRE

Le Règlement genevois limitant le travail temporaire sur les marchés publics a fait les frais de l'opposition de la faîtière patronale. Le Conseil d'Etat entend procéder à une révision légale. **PAGE 9**



LE FÉMINISME DANS LA PEAU

A l'aube de ses 88 ans, Simone Chapuis-Bischof continue de lutter pour les droits des femmes

Aline Andrey

Une résistante. Simone Chapuis-Bischof se bat pour l'égalité entre les femmes et les hommes depuis 60 ans. «Ça commence à faire long! L'égalité n'est toujours pas là, mais je garde espoir, lance celle qui se dit privilégiée. Mon mari a toujours été d'un indéfectible soutien.» La militante aime à raconter qu'il lui tenait l'échelle lorsqu'elle recouvrait les noms des rues à Lausanne par ceux de femmes écartées de l'histoire lors de la grève du 14 juin 1991. Et qu'il était, dans les années 1960, l'un des rares hommes à pouponner. Dans les années 1970, son fils arborait les autocollants féministes sur son cartable et sa trottinette. Aujourd'hui, c'est sur l'étui de son nœud que Simone Chapuis-Bischof les colle: le symbole de la grève du 14 juin 2019, d'Equal Pay Day et d'Objectif 10*.

DES INÉGALITÉS DE SALAIRE

Née en 1931 à Bâle, elle a peut-être hérité du féminisme, sans grand discours, de sa mère qui portait les cheveux courts dans les années 1920 et avait osé, en tant que secrétaire, faire remarquer à son patron que les ouvrières étaient mal payées. «Il lui avait répondu qu'elles n'avaient qu'à aller faire le trottoir!» raconte Simone Chapuis-Bischof. Le détonateur de son engagement militant sera professionnel. Dans les années 1960, après des études en sciences sociales et pédagogiques, elle devient enseignante à Lausanne et prend conscience des inégalités de salaire. «Je touchais 700 francs, mon collègue 1000 francs. Quand l'Etat de Vaud a décidé d'augmenter les salaires linéairement (soit une hausse en pourcentage des salaires) ma première grande colère a éclaté, car cela signifiait une augmentation des inégalités salariales.» Simone Chapuis-Bischof élève la voix, avant de sourire. Impulsive, sa sensibilité à l'injustice est restée intacte, tout comme sa vivacité intellectuelle et son sens de l'humour. «On a alors alerté tout le monde: les politiques, les syndicats, les médias...» Jusqu'à obtenir l'égalisation des salaires dans l'enseignement en 1968, au grand dam des

patrons vaudois qui ont alors exprimé dans leur bulletin leurs craintes que le métier se féminise! L'indignation de la militante face à cet affront marque le début de ses interventions dans le journal *Femmes en Suisse*. Elle ne cessera dès lors de s'insurger contre les inégalités, sans jamais adhérer à un parti. «C'est ma liberté. Elle m'offre la possibilité d'avoir les meilleures relations possibles avec toutes les femmes», lance celle qui a notamment cocréé l'association politiciennes.ch, un réseau de Vaudoises engagées en politique. Et qui vient de signer la lettre du Collectif pour la grève féministe parue dans *Le Temps* pour rappeler que la grève du 14 juin ne vise «aucune opération de marketing politique».

L'ADF AU CŒUR DE SA VIE

De 1971 à 1995, Simone Chapuis-Bischof a été tour à tour présidente de l'Association pour les droits des femmes (ADF) de Lausanne, puis de la section vaudoise et enfin de l'ADF suisse, bénévolement, tout en étant «mère au foyer». «Quand mon fils est né, j'ai arrêté de travailler pour un salaire», précise-t-elle, le regard espiègle. «Puis, en 1980, à ses 15 ans, alors que mon mari prenait sa retraite, j'ai été engagée comme rédactrice au Grand Conseil. Ce poste me permettait de surveiller, ou disons d'écouter, tout ce qui se disait sur les femmes.»

Au sein de l'ADF, elle se bat notamment pour une AVS plus juste pour les femmes et pour le droit à l'assurance maternité.

Le 1^{er} février dernier, elle a participé à la fête des 60 ans du droit de vote féminin dans le canton de Vaud. «Je n'ai pas été dans les pionnières, mais je les ai connues», relève celle qui n'a de cesse de mettre en avant ces femmes qui ont lutté tout au long du siècle, pour le suffrage féminin notamment, telles qu'Antoinette Quinche, Augusta Gillabert-Randin, Antonie Girardet-Vielle, Gertrude Montet Girard ou encore Jacqueline Maurer-Mayor, Yvette Jaggi, Danielle Yersin, Liliane Valceschini... Autant de figures féminines vaudoises, dont elle fait partie, visibles sur les bannières de la «salle du 1^{er} février 1959», dans le bâtiment de la santé et de l'action sociale du canton depuis le 14 juin 2012.

LUTTE POUR LE CLIMAT AUSSI

La militante raconte également l'histoire de la Maison de la femme à Lausanne, léguée par Madeleine Moret, devenue un lieu d'accueil, de conférences, de soutien juridique. En son cœur, elle gère avec une amie, Marcelle Allemann, la petite bibliothèque de l'ADF ouverte tous les mardis et jeudis après-midi, de 14h à 17h. Lectrice assidue, pourvue d'une mémoire d'éléphant, Simone Chapuis-Bischof n'a de cesse d'apprendre et de se documenter sur les femmes. Mais aussi sur d'autres thèmes qui lui

tiennent à cœur. Elle fait partie de l'association Aînées pour la protection du climat, et ne cache pas son enchantement d'avoir vu la jeunesse envahir les rues du pays pour réclamer une véritable politique contre le réchauffement climatique. Dans le même but, l'association a déposé, il y a trois ans déjà, ses revendications au Département fédéral de l'environnement. Celui-ci n'étant pas entré en matière, elle a fait recours au Tribunal administratif fédéral et, après avoir été déboutée, fin janvier, un nouveau recours au Tribunal fédéral. «Les Néerlandais ont recouru

aussi à la justice pour faire avancer la cause climatiques et ont gagné», souligne Simone Chapuis-Bischof, l'espoir toujours en étendard. ■

*objectif-10.ch ou politiciennes.ch
equalpayday.ch
grevefeministe2019.ch

maisondelafemme.ch

Vernissage le 22 février à 17h de l'exposition «RegArt10 sur l'égalité» au Forum de l'Hôtel-de-Ville, Lausanne (place de la Palud).



Simone Chapuis-Bischof, toujours au service de la cause, s'occupe de la bibliothèque de l'ADF dans la Maison de la femme à Lausanne.



DE BIAS

Christophe Gallaz

DES GILETS JAUNES À BRUNO GANZ

C'est de l'âme humaine qu'il s'agit ici, et de sa dynamique contradictoire dans certaines circonstances. Soit celles déterminées par l'ivresse du pouvoir, soit celles apportées par les déploiements de l'art. Je prends d'un côté les Gilets jaunes en France et de l'autre la figure de Bruno Ganz, l'acteur de théâtre et de cinéma qui vient de mourir à Zurich.

Les Gilets jaunes furent sans doute à l'origine un beau mouvement, dicté par une juste colère face à des gouvernements post-aristocratiques im-

prégnés de mépris pour toute autre caste que la leur. Et par l'angoisse populaire dont ils révélaient l'ampleur sur la scène publique et médiatique. Puis leur cause s'est autoparatisée au fil des mois. Ce n'est pas que leur nombre ait fléchi de manifestation en manifestation dans les villes de l'Hexagone. Je parle ici plutôt de l'épaisseur intellectuelle, mentale et psychique animant leurs troupes. Depuis quelques semaines en effet, on assiste à la régression prodigieuse de leurs comportements, de leurs perspectives et de leurs mobiles. Un signe de leur part avait pourtant frappé d'emblée les observateurs un peu distanciés. Ils n'étaient pas réfractaires aux infiltrations suspectes. Ainsi des casseurs avaient-ils tôt rejoint leurs rangs pour muscler le propos tout en se dé foulant, ou l'inverse: déjà s'instituait la confusion des genres, avec son lot de voitures incendiées et de magasins pillés. Puis vinrent les expressions d'une «beauté» pesante, avec l'obsession scandaleuse du diesel pollueur et bon marché, les oraisons popu-

listes immédiatement récupérées par Marine Le Pen, les accointances abjectes avec les vice-Premiers ministres préfascistes italiens, et finalement l'agression physique des policiers ou de simples pékins. Ces dérives devinrent une pratique récurrente sinon la quasi-règle, qui connut un point culminant ce dernier samedi boulevard du Montparnasse, à l'occasion d'une rencontre fortuite entre quelques-uns de ces Gilets saoulés d'eux-mêmes et le philosophe Alain Finkielkraut abondamment couvert d'injures antisémites au «nom de la France». Fin de la boucle. A l'autre extrémité du possible humain, Bruno Ganz. On aura lu dans la presse internationale, ce dimanche, les prodigieux états de service de cet acteur qui fut le pivot d'œuvres mémorables — allant dans le seul domaine du septième art de *La Marquise d'O...* d'Eric Rohmer à *La Chute d'Oliver Hirschbiegel* en passant par *Les Ailes du désir* de Wim Wenders, *Dans la ville blanche* d'Alain Tanner ou *L'Eternité et un jour* de Théo Angelopoulos.

Or ce qui caractérisa Ganz relevait d'une aptitude à « contenir » toutes les prestations définissant l'art du comédien. Il n'avait guère besoin de se surjouer sur la scène des théâtres d'Europe ou sur les plateaux de cinéma, et moins encore d'y surjouer ses rôles. C'est-à-dire qu'il restait dans cet exercice autant lui-même qu'il devenait les personnages incarnés d'œuvre en œuvre. Une mise en fusion de son «être» et de son «faire» qui le rendait infiniment plus dense et plus efficace que ceux de ses pairs affolés à l'idée de ne jamais en faire assez, comme on dit, et qui se promènent dans leur paysage professionnel ou sur la scène publique comme des fictions caricaturales découpées de leur individu profond. Ainsi put-on remarquer de Ganz après sa mort, comme fit le conseiller fédéral Alain Berset l'autre jour, que sa propre bienveillance naturelle transparaissait même au moment d'interpréter des figures aussi lourdes que celle d'Adolf Hitler dans *La Chute*. Tel fut son art de la justesse existentielle que les Gilets jaunes

français sont en train de rater somptueusement aujourd'hui. Ganz ne se sentit qu'une compétence et qu'un devoir, en effet. Ceux consistant à ne rater ni sa pleine condition d'humain, ni sa pleine condition de comédien, et à les conjointre. Alors que les Gilets jaunes ne projettent plus guère, dans leurs manifestations du samedi, que leur condition de combattants-clichés. Ils gardent pour eux leurs qualités intimes, qui sont celles probablement de la fraternité réelle et du sens familial, par exemple. Ganz d'une part, donc, et les redevenus sauvages de l'autre. ■

LE SECTEUR DES SOINS SE PORTE MAL

Soumis à des conditions de travail pénibles, sous pression, près de la moitié du personnel soignant envisage d'abandonner la profession, comme le révèle une enquête d'Unia

Textes Sonya Mermoud

Le diagnostic est sans appel. Le secteur des soins va mal. Son personnel souffre de maux divers qui se répercutent sur le bien-être des patients. Une situation révélée par une enquête d'Unia menée entre la mi-octobre et le 31 janvier dernier dont une grande partie a été réalisée en ligne. 2935 personnes - réunissant 93% de femmes et englobant près de 1200 employés travaillant dans les soins de longue durée - ont participé à la recherche. Les conclusions ont été présentées vendredi dernier lors d'une conférence de presse à Berne. Stress, épuisement, perte de sens, manque de moyens pour accomplir sa tâche, problèmes de santé... expliquent les raisons pour lesquelles près de la moitié des travailleurs du domaine envisagent clairement de renoncer au métier avant l'âge de la retraite. «Ce résultat est effrayant, car la pénurie de personnel soignant est un gros problème», s'est inquiété Samuel Burri, responsable de la branche des soins d'Unia, notant que la majorité des sondés ont 30 ans et moins. Effrayant et révélateur de conditions de travail difficiles. Les 86% des participants affirment se sentir régulièrement fatigués, voire sur les rotules; 72% mentionnent des problèmes physiques; la quasi-totalité des interviewés (92%) affirment par ailleurs que la qualité des soins souffre d'une pénurie de personnel et de pressions dictées par une volonté d'économiser; 87% d'entre eux signalent encore ne pas disposer de suffisamment de temps pour les résidents. Situation d'autant plus délicate à gérer que nombre de professionnels ont opté pour cette voie en raison de son aspect humain, envisageant plus souvent leur activité comme une vocation que comme un travail.

RÉMUNÉRATIONS INAPPROPRIÉES

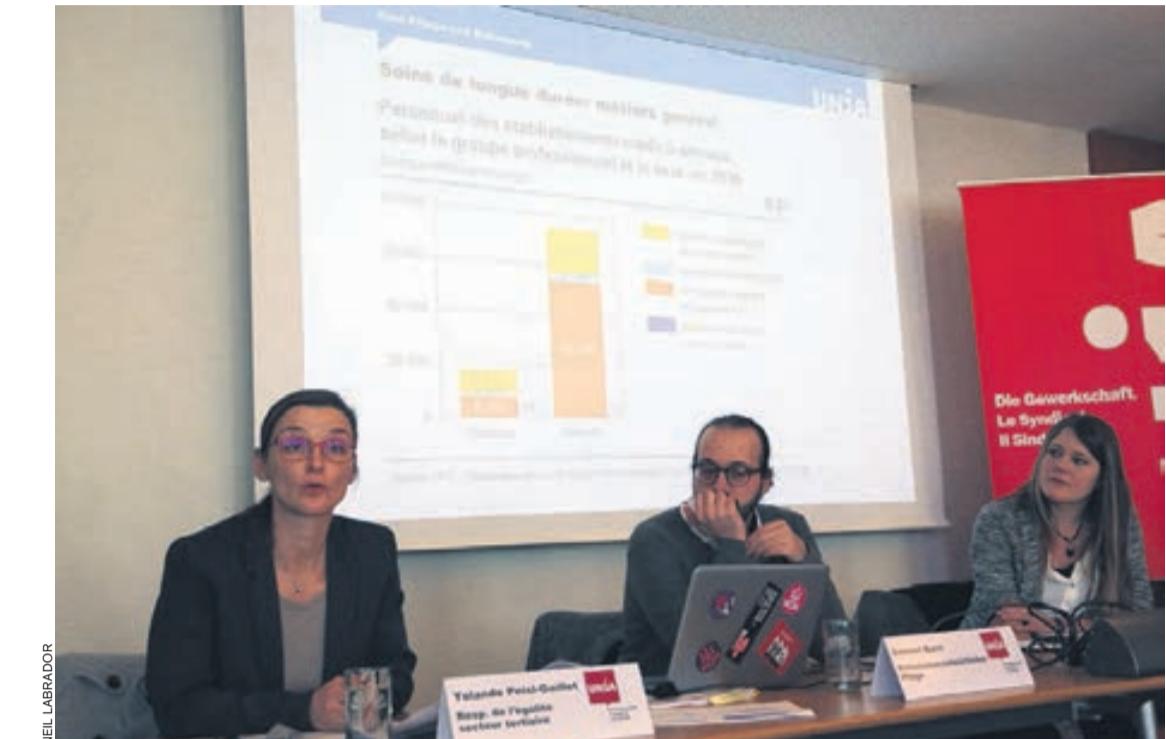
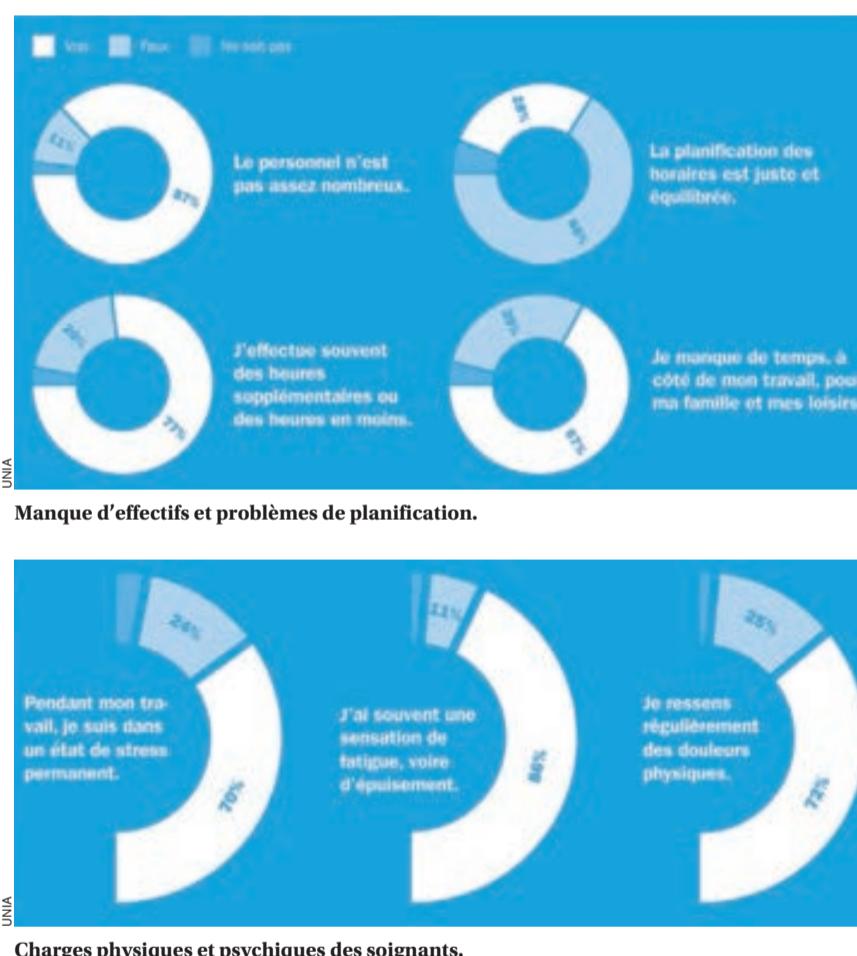
«J'aime mon métier, car le contact humain est enrichissant et j'apprends beaucoup de nos anciens... Toutefois, dans ce milieu, il faut toujours aller plus vite avec moins de moyens...» observe, dans la recherche menée par le syndicat, une jeune assistante en soins et santé communautaire. «Au bout de trois ans seulement, relève de son côté une infirmière de 30 ans, je pense déjà à faire autre chose. Ce qui est désolant après avoir fait des études pareilles. Pourtant, malgré le travail difficile dû aux horaires, à la charge importante qui nous fait cumuler les heures supplémentaires et surtout faire face à la maladie de nos patients, c'est un métier qui pourrait être fabuleux. Je n'ai pas envie d'en changer mais je ne veux pas y laisser ma santé ou mes projets de vie.» Les bas salaires sont aussi pointés du doigt par les participants. Les 79% d'entre eux jugent leur rémunération inappropriée. Un chiffre qui grimpe à 86% chez les aides-soignants. «Cela n'a rien d'étonnant avec, pour cette catégorie d'employés, des montants mensuels à plein temps oscillant entre 3800 et 4200 francs dans la majorité des cantons.» Une somme pour le moins limite, sachant que le taux d'occupation moyen de ces travailleurs s'élève à 72%. «Il en résulte un revenu brut de 2880 francs par mois...» Et impossible le plus souvent pour ces travailleurs de trouver une activité complémentaire, la plupart des entreprises souhaitant disposer de leurs collaborateurs 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

MÉTIERS PEU VALORISÉS

La question de la planification du temps de travail et des modèles fréquents d'annualisation de ce temps suscite aussi les critiques de sondés. Avec un personnel devant faire des heures supplémentaires ou se retrouvant avec des heures négatives quand les taux d'occupation des structures de soins baissent. Un procédé qui s'apparente à du travail sur appel, exigeant une grande flexibilité des salariés. Et laissant peu de temps pour la vie privée. «Au nom de la rentabilité, on rationnalise, on comprime les coûts, on coupe dans les budgets, tout en fermant les yeux sur les effets désastreux sur les conditions de travail et sur la qualité des soins et de l'accompagnement», a insisté Yolande Peisl-Gaillet, responsable de l'égalité du secteur tertiaire d'Unia. La syndicaliste a également souligné le fait que le personnel soignant réunit majoritairement des femmes (87% selon l'Office fédéral de la statistique). Situation qui découle directement de stéréotypes et source de discriminations. «Les métiers dits féminins sont moins bien considérés», a dénoncé la collaboratrice d'Unia rappelant au passage que les femmes perçoivent toujours des revenus de 20% inférieurs à ceux de leurs

homologues masculins. Et Yolande Peisl-Gaillet d'appeler à plus de respect, de temps et d'argent pour le personnel

et les patients. Revendication qui sera aussi portée lors de la grève des femmes, le 14 juin. ■



L'enquête d'Unia présentée vendredi à la presse révèle une situation alarmante au niveau des soins. Comme l'a souligné Yolande Peisl-Gaillet (à gauche): «au nom de la rentabilité, on rationnalise, on comprime les coûts, on coupe dans les budgets, tout en fermant les yeux sur les effets désastreux sur les conditions de travail et la qualité des soins».

LES REMÈDES D'UNIA

Au regard des résultats alarmants de l'enquête, Unia a formulé plusieurs revendications. Le syndicat demande aux entreprises concernées des améliorations concrètes des conditions de travail du personnel. Plus précisément, il plaide pour la suppression de l'annualisation du temps de travail, et des plannings et systèmes de rotation d'équipes équilibrés. Les salariés devraient aussi être payés lorsqu'on change à court terme leurs horaires de travail - «Ils n'ont pas à subir les problèmes organisationnels, à supporter les risques entrepreneurs». La question des salaires doit aussi être abordée, avec des rémunérations «justes, qui suffisent pour vivre, aussi pour les personnes ayant des taux d'occupation réduits». Unia réclame encore davantage de personnel et plus de temps pour les résidents. Un objectif qui ne pourra être atteint sans «un plan de financement équitable des soins». Enfin, le syndicat demande aux employeurs d'ouvrir «un dialogue d'égal à égal» avec les soignants et leurs syndicats. ■

Réduire le nombre d'intermédiaires

Les représentants du personnel de la RTS, soutenus par le Syndicat suisse des mass média estiment possible de préserver la quarantaine de postes menacés

Sonya Mermoud

Péris sur l'emploi. La SSR a annoncé en octobre dernier un plan d'économies de 100 millions de francs sur son budget actuel, dont 13 millions pour la Radio télévision suisse (RTS). Si cet objectif sera en grande partie atteint via des réductions de coûts de bâtiments, de structures, de fonctionnement et d'équipements, 200 postes équivalents plein temps risquent quand même d'être supprimés, dont 41 à la RTS. Une perspective évitable, estime le Syndicat suisse des mass média (SSM)

qui a organisé la consultation du personnel du 7 au 31 janvier dernier, réunissant 46 participants. Les alternatives des employés qui seront soumises le 8 mars à la direction portent sur des économies substantielles dans le domaine des infrastructures, et des nouvelles recettes et des gains de productivité. Ce dernier objectif serait permis grâce à une «organisation moins verticale, sans surcharge pour les équipes de travail».

FAUSSE BONNE IDÉE

«En d'autres termes, il s'agit d'éviter les processus inutiles de validation des

compétences, de réduire le nombre d'intermédiaires», précise Valérie Perrin, secrétaire régionale du SSM. Moins de hiérarchie et plus de terrain... Pour le personnel, précise encore le syndicat, la priorité doit porter sur la création de contenus de qualité, avec des professionnels figurant au centre des projets, allant à la rencontre de ses différents publics et s'affranchissant de structures de décisions trop rigides. Une position qui plaide pour une forte présence de la SSR dans toutes les régions de Suisse. «La centralisation des lieux de production sous prétexte de numérisation du monde du travail - à l'image du déplacement de la Radio de Berne à Zurich - apparaît comme une fausse bonne idée.»

Le groupe de travail recommande en outre d'étudier une version meilleur marché et plus flexible du nouveau bâtiment de la RTS qui sera construit sur le site de l'EPFL. Un projet qui a suscité de nombreuses interrogations, jugé «cher, mal situé et pas suffisam-

ment modulable compte tenu des incertitudes concernant la production audiovisuelle de demain.» Son budget, note le SSM, dépasse le montant total des économies prévues par la SSR pour l'ensemble des régions. «Il y aurait matière avec cette construction, en revoyant les standards à la baisse, d'éviter tout licenciement. La marge de manœuvre existe», affirme la représentante syndicale.

AUTRE COMBAT EN PERSPECTIVE

Reste à savoir si les propositions du personnel seront entendues. «Je suis moyennement optimiste. On verra l'ouverture de la direction. Nous nous attacherons, dans tous les cas, à défendre les résultats de la consultation le 8 mars», poursuit Valérie Perrin qui, sans entrer en matière sur les propositions, n'écarte pas non plus l'idée d'une mobilisation des collaborateurs. La piste de la RTS pour faire des économies s'est, elle, orientée vers des fluctuations naturelles, des départs à la

retraite anticipée, des baisses de taux d'activité et des licenciements. «Ces derniers représenteraient alors l'équivalent de 19 postes à 100%.» Rappelons que la nécessité de réduire le budget de la SSR fait suite à la diminution de la redevance radio-TV passant, depuis le 1^{er} janvier dernier, de 451 à 365 francs - la part de la SSR est plafonnée à 1,2 milliard de francs - et après que la population a accepté en mars dernier de rejeter l'initiative «No Billag». A noter encore que le SSM se prépare d'ores et déjà à un éventuel autre combat lié à la possible délocalisation du département «actualités» de la RTS de Genève à Lausanne. «Une décision qui entraînerait alors de facto l'ouverture d'une procédure de consultation avec l'introduction de congés-modifications, comme le prévoit le Code des obligations.» Affaires à suivre. ■

UNIA NEUCHÂTEL
COURS
PREVHOR
GRATUITS

**GRATUITÉ POUR LES MEMBRES,
 MÊME NOUVEAUX, TRAVAILLANT
 DANS UNE ENTREPRISE CONVENTIONNÉE
 DE L'HORLOGERIE.**

- COURS DE MÉTROLOGIE & LECTURE DE PLANS
- COURS D'ANGLAIS
- COURS D'INFORMATIQUE

INSCRIPTIONS ET RENSEIGNEMENTS:
 Francisco Pires - 032/729.22.63
 francisco.pires@unia.ch

Rétrocession des contributions de solidarité dans l'industrie des machines

Pour l'année 2018 également, tous les membres d'Unia qui ont travaillé pour une entreprise assujettie à la CCT MEM recevront de leur employeur une «attestation de contributions de solidarité».

En règle générale, cette attestation est jointe par les entreprises au décompte de salaire de janvier ou de février. Si ce n'est pas le cas, l'attestation peut être retirée auprès du bureau du personnel.

Ce document est un titre confirmant que la contribution de solidarité de Fr. 60.- a été prélevée sur le salaire pour l'année 2018.

Pour les membres du syndicat Unia dont le secrétariat a duré toute l'année et qui ont travaillé dans des entreprises assujetties à la CCT MEM, la rétrocession est de **Fr. 200.-**

UNIA

VOUS VOUS INTÉRESEZ à l'actualité du monde du travail? **VOUS ÊTES SENSIBLES** aux enjeux sociaux, politiques et économiques qui lui sont liés? **VOUS SOUHAITEZ** une information à l'échelle romande, nationale et internationale? **ABONNEZ-VOUS**

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Grâce à une parution hebdomadaire, *L'Événement syndical* suit de près l'évolution du monde du travail. Socialement engagé, il aborde les thèmes essentiels liés aux enjeux professionnels et économiques actuels, tels que les questions de santé et de pénibilité au travail, les grands mouvements de l'économie et leurs conséquences pour les salariés, ou encore les inégalités entre les femmes et les hommes. Il se fait aussi l'écho des luttes syndicales dans notre pays et à l'échelle internationale et propose un éclairage différent sur l'actualité.

- Je souscris un abonnement standard à *L'Événement syndical* (60 fr. par an)
- Je souscris un abonnement de soutien à *L'Événement syndical* (100 fr. par an)
- Je souhaite bénéficier de votre offre d'essai et recevoir gratuitement *L'Événement syndical* pendant 1 mois

Nom, prénom, adresse

Coupon à retourner à *L'Événement syndical* · place de la Riponne 4 · 1005 Lausanne
 forum@evenement.ch · Tél. 021 321 14 60

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL
 Place de la Riponne 4
 1005 Lausanne
 Tél. 021 321 14 64
 Fax 021 321 14 64
 redaction@evenement.ch
 www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
 Syndicat Unia

PRÉSIDENT Aldo Ferrari

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE

Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud, Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Christophe Gallaz, Ambroise Héritier, Freddy Landry, David Prêtre, Jean-Claude Rennwald, Daniel Süri

PHOTOGRAPHES

Neil Labrador, Thierry Porchet

ABONNEMENTS 39 éditions par an
 Abonnement annuel Fr. 60.-
 Abonnement de soutien Fr. 100.-
 forum@evenement.ch
 Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "lots graphiques"

Catherine Gavin

IMPRESSION

Pressor SA, Delémont
 Tirage contrôlé 60 371 exemplaires

MOVENDO

Movendo, L'Institut de formation des syndicats
 Des places sont disponibles pour les cours suivants:

Cours pour tous

Devenir Suisse ou Suisse? Marche à suivre pour la procédure de naturalisation

Mercredi 3.04 Lausanne, Hôtel Aulac

Les bases de Windows sur PC

Jeudi 2 – Vendredi 3.05 Yverdon, Synergic

Etre syndiqué aujourd'hui, quel est mon rôle?

Lundi 13.05 Lausanne, Unia

Wen-Do, cours d'autodéfense pour femmes

Lundi 13 – Mardi 14.05 Morges, Hôtel La Longeraie

Souffrances relationnelles au travail: comment agir, réagir, prévenir?

Jeudi 16 – Vendredi 17.05 Chexbres, Hôtel Préalpina

Argumenter avec pertinence et efficacité

Lundi 20.05 Lausanne, Hôtel Aulac

Comprendre le fonctionnement de l'AVS

Lundi 20 – Mardi 21.05 Ste-Croix, Hôtel de France

Fonctionner dans une équipe, un groupe, un comité

Jeudi 23 – Vendredi 24.05 Chexbres, Hôtel Préalpina

Droit du travail: Code des obligations, Loi sur le travail, conventions et autres sources

Lundi 3 – Mardi 4.06 Chexbres, Hôtel Préalpina

Cours pour représentations du personnel

Accompagner et conseiller les collègues en situation difficile

Jeudi 11 – Vendredi 12.04 Ste-Croix, Hôtel de France

Pour les membres des syndicats, les frais sont en général pris en charge par le syndicat d'affiliation.

Informations et inscriptions: www.movendo.ch, info@movendo.ch
 téléphone 021 310 48 70, fax 021 310 48 79



TOUT EST PROTÉGÉ



**SAUF
 LES RÉFUGIÉS**

Agissez sur
 amnesty.ch
 AMNESTY
 INTERNATIONAL

13^e journée d'Olten

Syndicats en Europe: des droits forts pour les salarié-e-s contre le nationalisme!

- Comment combattre les inégalités et faire face à la montée de l'extrême droite?
- Comment lutter contre les attaques sur les salaires et les conditions de travail?
- Quelles solidarités construire entre les syndicats en Europe?

Avec des interventions de:

Sophie Bose, chercheuse en sciences sociales, université de l'École polytechnique fédérale de Zurich (Suisse)

Rudy de Leeuw, président de la Confédération européenne des syndicats CES

Olivier Röpke, responsable du bureau européen de l'Union syndicale autrichienne

Pierre-Yves Mallard, «futur» président de l'USS

Vania Alleva, présidente d'Unia

La journée est ouverte aux militant-e-s et membres d'Unia, au personnel syndical et aux intéressé-e-s. Repas offert.

Informations et inscription: www.unia.ch

Samedi 23 février 2019, 9h30–15h45, Hôtel Arte, Olten



UNIA

«MIGROS A UNE ATTITUDE TOTALEMENT INDIGNE»

Plus de 200 salariés chargés des dégustations ont vu leur contrat modifié et ont été plongés dans l'extrême précarité

Jérôme Béguin

Plus de 200 employés de Migros jetés comme des Kleenex M-Budget. Il y a deux semaines, l'émission *Kassensturz* de la télévision alémanique SRF a révélé les pratiques peu reluisantes du géant orange envers les collaborateurs de la société Trade Marketing Intelligence (TMI). Créeée en 2014, cette filiale chargée des dégustations et des promotions a été vendue à l'automne dernier à deux cadres à l'issue d'une opération MBO (management buy-out), le groupe Migros conservant une participation en tant que partenaire stratégique. Tous les salariés ont alors reçu un congé-modification de leur contrat de travail à signer sous peine de perdre leur emploi. Conséquences: une sortie de la Convention collective nationale de travail (CCNT) Migros, un passage d'un horaire fixe à du travail sur appel et un salaire horaire réduit de 23 à 21 francs.

Dans le même temps, le distributeur a diminué le nombre de promotions de produits. «Je travaille habituellement douze jours par mois. En janvier, je n'ai eu que trois jours», témoigne Doris dans l'émission. «TMI est une société indépendante depuis le 1^{er} janvier 2019, ce qui explique pourquoi les employés reçoivent des contrats de travail en dehors de Migros. Tous les employés ont été informés de manière transparente des changements à venir», s'est défendue laconiquement l'entreprise. «On ne peut que critiquer vertement Migros, qui se présente comme un employeur modèle, le premier du secteur privé en Suisse, mais qui, en réalité, n'assume pas ses responsabilités et, en se cachant derrière des astuces juridiques, a une attitude totalement indigne envers des collaborateurs aux conditions déjà précaires», dénonce Anne Rubin, membre de la direction du secteur tertiaire d'Unia.



Migros n'a aucune considération pour ses employés chargés des dégustations et promotions. Les collaborateurs concernés ont été obligés de signer de nouveaux contrats, introduisant des salaires moindres et le travail sur appel.

ASSEMBLÉES DU PERSONNEL

Quelques jours après la diffusion de l'émission, rétropédalage du géant orange. «Pour 2019, Migros garantit un salaire annuel et des prestations sociales pareils à ceux de 2018», écrit la direction de TMI dans un courriel envoyé aux collaborateurs. «L'émission de la SRF et le combat de certaines employées qui ont osé dénoncer ce scandale a fait reculer Migros. Selon les juristes du syndicat, le maintien de la CCNT Migros durant une année après

le transfert des rapports de travail est toutefois obligatoire», explique Anne Rubin.

«La CCNT sera-t-elle correctement appliquée? Les salaires de 2018 seront-ils véritablement garantis? Et que se passe-t-il pour les personnes qui ont refusé les modifications de contrat et qui ont été licenciées? Beaucoup de questions restent ouvertes. Nous invitons tous les employés concernés à venir en discuter lors d'assemblées générales régionales*. S'ils se mobilisent,

nous pourrons les accompagner.» Histoire que le petit chocolat que l'on déguste entre les rayons du supermarché n'ait pas le goût trop amer d'une extrême précarité. ■

*Pour la Suisse romande: assemblée TMI le lundi 4 mars à 10h au secrétariat Unia, place de la Riponne 4 à Lausanne.

Apprendre le français, essentiel pour s'intégrer

Unia inaugure des cours de français à Fribourg et à Bulle, ouverts à tous les membres

Sylviane Herranz

C'est une première dans le canton de Fribourg. Unia, en collaboration avec l'institut de formation Ecapp, offre à ses membres de langue étrangère des cours de français. Ces cours débuteront au printemps et se dérouleront jusqu'en juin à raison de deux soirs par semaine dès le 18 mars, ou tous les samedis matin dès le 23 mars, à Fribourg ou à Bulle. «Nous souhaitons offrir à nos membres la possibilité d'améliorer leurs connaissances du français. La langue est un élément essentiel pour l'activité professionnelle et la vie quotidienne. Maîtriser le français permet une meilleure intégration dans le monde du travail et dans la société», explique Pascal Hirt, spécialiste pour la promotion des langues à Unia. Il indique que de tels cours existent déjà dans plusieurs cantons, parfois ciblés sur des groupes professionnels spécifiques. Mais à Fribourg, ces cours de français sont ouverts à tous les membres quels que soient leur profession et leur niveau de français, et

à tous les nouveaux adhérents. «Les personnes ayant très peu de notions, comme celles qui souhaitent approfondir leur savoir sont les bienvenues», souligne Pascal Hirt. Les classes seront formées en fonction des connaissances des personnes inscrites. Le nombre de participants étant limité, il est conseillé de s'annoncer au plus vite. Une carte d'inscription est encartée dans ce journal pour les membres du canton. Il est aussi possible de s'inscrire par mail. Des enseignants expérimentés délivreront ces cours de français, à raison de 52 leçons de 45 minutes sur une durée de 13 semaines. Des cours offerts pour une modeste contribution de 100 francs. ■

Cours à Fribourg ou à Bulle:

Lundi et mercredi de 19h à 20h30 du 18 mars au 26 juin.

Ou samedi de 9h à 12h15 du 23 mars au 29 juin.

Inscriptions jusqu'au 10 mars:

infovd@ecapp.ch

Pour tout renseignement supplémentaire:

coursdelangues@unia.ch

BRÈVE

GENÈVE: ÉLARGIR LE DROIT DE VOTE DES PERSONNES ÉTRANGÈRES

L'Alternative genevoise, composée d'Ensemble à gauche, du Parti socialiste et des Verts, a déposé le 8 février un projet de loi au Grand Conseil afin d'élargir les droits politiques des étrangers dans le canton. 40% des résidents genevois n'ont pas de passeport suisse. Ils ne peuvent voter qu'au niveau communal et n'ont pas la possibilité d'être élus. Pour les auteurs du projet de loi, il est nécessaire que ces personnes, soumises aux mêmes devoirs que les Suisses, puissent également avoir le droit de voter et de signer des initiatives et référendums au niveau cantonal, et le droit d'éligibilité tant dans les communes que pour le canton. Le projet de loi prévoit qu'une personne vivant en Suisse depuis 8 ans puisse accéder à ces droits.

L'extension de ces droits «permettrait de faciliter l'intégration politique des étrangers à Genève. Au même titre que le droit d'accéder à la santé, à la scolarité, les étrangers devraient avoir le droit d'exprimer leurs opinions politiques et d'agir concrètement pour les voir se réaliser», note l'Alternative dans un communiqué.

Elle y rappelle aussi la longue route de la conquête des droits démocratiques, à Genève et dans le pays. Ainsi, ce n'est qu'en 1915 que la Suisse abandonne le suffrage censitaire qui octroyait le droit de vote uniquement aux hommes payant une certaine somme d'impôts. En 1971, le droit de vote est étendu aux femmes. 20 ans plus tard, la majorité est abaissée à 18 ans. Pour ce qui concerne les droits de vote et d'éligibilité des étrangers, les avancées sont variées. A Neuchâtel, ces droits au niveau communal datent de 1849 déjà, accordés par la nouvelle République neuchâteloise. Il a fallu attendre plus d'un siècle pour que le Jura instaure, en 1979, le droit de vote au niveau communal et cantonal, et 2001 pour le droit de vote cantonal à Neuchâtel. Puis ont suivi Vaud en 2002 et Fribourg en 2006 avec les droits de vote et d'éligibilité au niveau communal. Genève n'a autorisé le droit de vote dans les communes, sans éligibilité, qu'en 2005. ■

POING LEVÉ

MÈRES DANS LE VISEUR

Par Manon Todesco

Aujourd'hui, en Suisse, une femme sur dix est licenciée à son retour de congé maternité. La récente enquête du *Blick* vient confirmer les chiffres déjà publiés dans une étude de la faîtière syndicale Travail suisse. On s'en doutait, c'est désormais officiel: les jeunes mamans sont de plus en plus victimes de discrimination de la part de leur employeur et faire son retour au travail après une grossesse sans y laisser des plumes se complique. Ces patrons, qu'ils soient lâches, sexistes, égoïstes ou les trois à la fois, sont tous malins: la plupart du temps, ils attendent la fin de la période de protection légale, à savoir 16 semaines suivant l'accouchement, pour licencier leur employée devenue mère. A Bâle-Ville, selon *Telebasel*, deux cas de ce genre sont enregistrés chaque semaine. Ça c'est le scénario sympa. D'autres, et cela se voit de plus en plus, poussent les femmes enceintes de quelques mois, les plus vulnérables, à démissionner de leur poste, n'ayant pas de travail adapté à leur proposer. Résultat: elles peuvent tirer un trait sur le congé maternité.

Ils ne l'admettent jamais clairement, et trouvent toujours des prétextes pour enfermer la salariée virée, mais ce sont bel et bien les nouvelles obligations familiales qui incombent à cette dernière qui effraient les patrons. Une femme devenue mère sera, pour eux, forcément plus absente, moins productive et moins impliquée. Manquerait plus qu'elle ose demander des pauses d'allaitement... Interrogée par *20 minutes*, l'Union patronale suisse juge «incompréhensible que les employeurs se servent du congé maternité comme prétexte pour se séparer des jeunes mères», mais admet que «les entreprises en difficulté n'arrivent parfois pas à éviter leur licenciement quand elles se réorganisent...». Le hic, c'est que, dans ce cas de licenciement discriminatoire, associé à un congé abusif, la travailleuse peut contester le licenciement, et au mieux obtenir une indemnité fixée à six mois de salaire au maximum, mais l'emploi est perdu et la loi ne prévoit pas de réintégration. L'énergie et le temps que ce genre de procédure demande poussent souvent ces toutes fraîches mamans à renoncer et, ça aussi, les patrons l'ont bien compris.

C'est aussi pour cette raison qu'il sera fondamental de se mobiliser le 14 juin, à l'occasion de la grève des femmes en Suisse. Parce que l'égalité hommes-femmes face à la parentalité n'est toujours pas acquise. Parce que s'il existait un vrai congé paternité, si le travail de *care* était équitablement réparti, si le temps partiel n'était pas associé seulement aux femmes et si les places en crèche étaient suffisantes, nous n'en serions pas là. En 2019, il est temps que ces comportements archaïques cessent! ■

PRENDRE EN COMPTE LES SÉRIES

Du grand au petit écran, des cinéastes franchissent de plus en plus souvent le pas. Premier regard sur les séries

Freddy Landry

Souvenir: la Cinémathèque suisse vient de restaurer *Quatre d'entre elles*, des portraits de femmes à 15, 23, 32 et 70 ans, signés Champion, Reusser, Sandoz (trois fois 26 minutes) et Yersin (39 minutes), produits en 1968 par Milos-Films (société alors entre les mains de l'auteur de ces lignes). On parlerait aujourd'hui de minisérie.

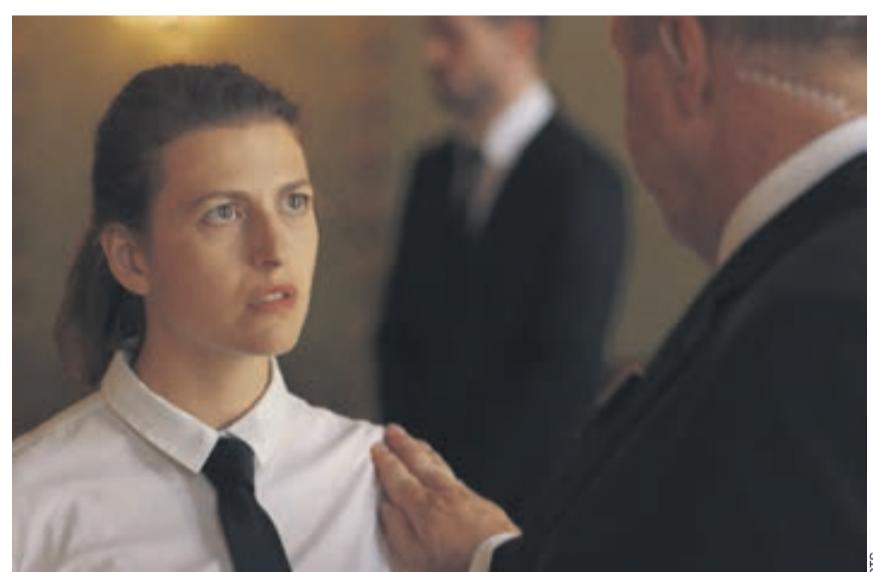
Le cinéma, quand il revient, année après année, avec les aventures d'un même personnage, construit depuis longtemps des séries, avec, comme exemple parmi d'autres, le très apprécié James Bond.

On vient de lire dans *Le Monde*, cinq jours de suite, sur chaque fois deux pleines pages, un survol de la politique

de la droite en France ces dernières années. Les auteurs pourraient présenter leur texte comme un projet de série. Et qui s'attaquera, demain, chez nous, à un feuilleton dont le sujet principal serait inspiré de «maudettes» aventures?

GRANDS ET PETITS ÉCRANS

Quand un film est vu en Suisse romande devant de grands écrans par 10 000 spectateurs, on parle d'honorable succès. Mais chaque soir, à minuit, il y a souvent plus de 10 000 téléspectateurs encore allumés! La télévision, presque partout, avec les séries, peut proposer un divertissement de fiction, ou une enquête de documentation, à un bien plus grand nombre de spectateurs que ceux regardant un film de long métrage sur le grand écran. On peut affirmer, à juste titre, que la série



RTS PRODUCTIONS / PASCAL MORA

est désormais un secteur essentiel de la télévision.

Un film est souvent plus riche de multiples signes lorsqu'on le voit sur grand plutôt que sur petit écran. C'est d'ailleurs pour cela qu'un film moyen semble meilleur en petit format. On ne sait presque rien du contraire: un produit préparé pour la seule télévision, comme un *Temps présent*, comment serait-il perçu sur le grand écran? En revanche, il est certain que la télévision, quand elle permet de suivre des événements, par exemple sportifs, en direct sur des écrans géants, est largement appréciée.

Un film prévu pour les salles obscures a un coût plus élevé à la minute que celui destiné au salon des particuliers. Les chaînes de télévision n'ont pas tellement de questions à se poser sur le rendement financier. Les risques d'échec à ce niveau sont, pour elles, assez faciles à supporter. Mais il arrive souvent que la télévision doive, au tournage, travailler plus vite que le cinéma.

Pendant des années, le cinéphile pur et dur s'est plus à dire d'un film dont la qualité lui semblait insuffisante qu'il ne s'agissait que d'un «téléfilm». Les temps changent. La fiction réservée au petit écran, sous la forme d'une série, est un important secteur. Il faut donc

examiner un produit destiné à la seule télévision avec le même niveau d'exigence que celui appliqué au cinéma.

GRANDS CINÉASTES POUR RÉALISER DES SÉRIES

Il se pourrait aussi, finalement, que tourner pour la télévision soit plus confortable que pour le cinéma, les soucis financiers de production étant moins pesants. Bon nombre de grands cinéastes acceptent de travailler pour la télévision sans baisser leurs exigences. C'est le cas pour R. W. Fassbinder quand il réalise *Berlin Alexanderplatz*, Lars von Trier avec *L'Hôpital et ses fantômes*, Steven Soderbergh pour *The Knick*, Jane Campion avec *Top of the Lake*, Bruno Dumont pour *P'tit Quinquin* ou *Coincoin et les Z'humains*, entre autres. Avec *Game of Thrones* et ses huit saisons, la télévision dispose, elle aussi, d'un «blockbuster», d'ailleurs de fort bonne qualité, donc défendable.

UN PODIUM ROMAND

Que se passe-t-il en Suisse? Nous pouvons voir actuellement sur le petit écran romand, en fin de soirée le mardi, *Le croque-mort* tourné par la SRF de Zurich, qui nous laisse d'ailleurs un peu dubitatif. La RTS vient de présen-

ter *Double vie*, en coproduction avec la Belgique, importante ouverture sur l'étranger. Notons qu'une série comme *Double vie*, qui dispose d'un budget dépassant légèrement les trois millions de francs, permet de donner un solide coup de pouce à l'audiovisuel romand, des mois de travail à de nombreux collaborateurs ou des commandes à des entreprises.

En cette saison où il est souvent question de podium, donnons sa composition si les concurrents étaient les séries romandes des cinq-six dernières années: en or la série *Dix*, en argent *Station horizon*, en bronze *Double vie*. Ces séries oscillent entre le bas du haut de gamme et le milieu du moyen de gamme, positions donc fort honnables.

La prochaine série romande, *Helvetica*, qui aborde le monde de la politique côté «combines», sera présente sur notre petit écran au cours du second semestre de 2019. Les deux photos publiées ici permettent de saluer une première fois cette série avec l'espérance de pouvoir en dire, en temps opportun, grand bien... ■



Helvetica, une série romande qui arrivera sur nos écrans au cours du second semestre de cette année.

Le voyage halluciné de Maurice-Guillaume

La dernière fiction du sociologue, historien et romancier valaisan Gabriel Bender, *Cuba libre*, emmène le lecteur dans un voyage ethnographique et onirique

Sonya Mermoud

Le décor: un Cuba crépusculaire à l'extrême fin des années 1990. Destination de rêve et de misère. De vacances, de sexe et de luttes quotidiennes. Le protagoniste, Maurice-Guillaume Boniek, garagiste valaisan de mère espagnole et de père polonais. Personnage ordinaire et bizarre à la fois. Frustré. Intriguant. Paru aux Editions Faim de siècle, *Cuba libre* narre l'histoire de cet homme, marié et père d'une adulte, qui s'envole pour La Havane. Initialement, le voyage aurait dû s'effectuer en compagnie de son épouse, Brigitte, avec l'idée de la reconquérir, alors que leur relation – ou plutôt leur absence de relation – en fait depuis toujours deux étrangers ou presque. Un contretemps change toutefois la donne mais pas les plans du Valaisan qui, ravi d'échapper à son opprassante famille, gagne l'île des Caraïbes. Débute ainsi un périple halluciné d'une semaine où le lecteur va faire plus ample connaissance avec Maurice-Guillaume Boniek. Ses mensonges. Sa libido brimée. Sa radinerie. Son inulture face à des interlocuteurs au niveau d'éducation élevé qui lui posent des questions pointues sur la Suisse. Le portrait stéréotypé d'un vacancier souvent imbuvable qui lui, en revanche, se soûle beaucoup...

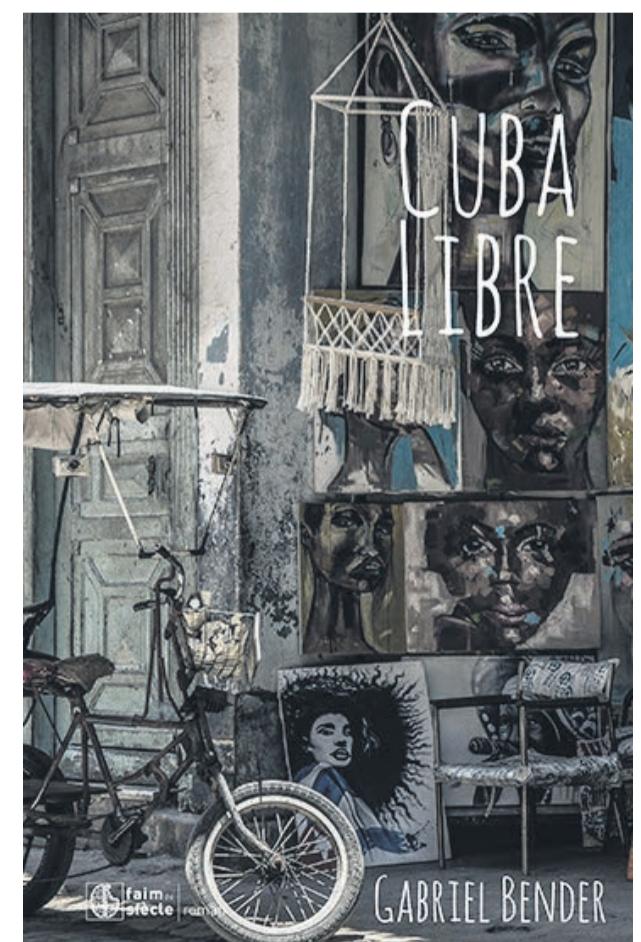
SOMMET DU FANTASME

«Il incarne tout ce que je n'aime pas chez certains touristes, relève Gabriel Bender. Levy-Strauss disait que chaque voyage géographique est un déplacement dans le temps et les classes sociales. Situation que l'on retrouve chez mon personnage confronté à une grande pauvreté qu'il explore à vélo-taxi avant d'aller, le soir, se régaler d'un homard. Un côté détestable.» Le roman nous plonge aussi dans la réalité d'un pays, «donnant à voir ce que la propagande montre et que les touristes ignorent». Une immersion dans un monde marqué par la routine des disettes et des pénuries, les petites combines quotidiennes de ses habitants pour tenter de s'en sortir. Loin de l'idyllique carte postale. «Cuba, c'est le sommet du fantasme. Une île qui fait rêver et peur en même temps. Une merveille photographique, des gens chaleureux, de la musique, une révolution comme un gigantesque pied de nez aux USA mais, parallèlement, un prix très lourd à payer pour les Cubains. J'ai choisi d'y ancrer mon récit pour l'aspect visuel théâtral exacerbé de l'île», note encore l'auteur qui porte depuis toujours un intérêt marqué pour l'Amérique latine et a émaillé son roman de clins d'œil à la littérature et au cinéma de cette partie du monde. Alors que son inspiration se nourrit directement de ses voyages à Cuba. De personnes

qu'il a rencontrées. De quoi donner chair, profondeur et réalisme à l'histoire.

LE MEILLEUR ET LE PIRE

Quant au titre, l'auteur a voulu jouer avec cet «oxymore même pour les plus communistes des Cubains tant les contraintes se révèlent grandes», alors que l'embargo américain reste d'actualité. *Cuba libre* fait aussi allusion au cocktail éponyme. «Ce mélange qui allie le meilleur des Caraïbes, le rhum, et le pire des Etats-Unis, le coca-cola.» L'histoire de Maurice-Guillaume Boniek, c'est en bref celle d'un homme qui a réussi économiquement mais raté sa vie sentimentale et sexuelle, à l'inverse de Cubains. Un être à l'humour désespéré, prisonnier de ses mensonges, déambulant dans cette île des illusions perdues, de la débrouillardise, d'autres tromperies, rêves et vérités. Un «aventurier de carambar» qui, le masque tombé, se retrouve face à lui-même, seul avec son désir et sa peur des femmes, sa libido qu'il va peut-être reconquérir... Une trame originale, passionnante, soutenue par une belle écriture, visuelle, rythmée. Un roman débridé, corrosif, foutraque qui figure comme le premier volet d'une œuvre en triptyque. On attend impatiemment la suite... ■



Cuba libre paru aux Editions Faim de siècle, 204 pages, 25 fr., disponible en librairie.

«Aujourd’hui, je suis une personne différente»

Pour Théo, l'un des «3+4 de Briançon» récemment condamné, la lutte continue, sur le plan de la justice mais aussi sur le terrain, à Briançon. Interview

Propos recueillis par Manon Todesco

Avril 2018. Théo et Bastien, deux amis genevois, plutôt engagés, décident de se rendre sur le terrain à Briançon, en France, pour venir en aide aux migrants qui tentent d'atteindre le rêve européen. La situation dégénère lors d'une marche contre les exactions commises par le groupuscule d'extrême droite Génération Identitaire, la militarisation et la répression qui règnent à la frontière. Les deux jeunes, la vingtaine au compteur, se font arrêter. Placés en détention pendant neuf jours à Marseille aux côtés d'une camarade italienne, ils deviennent les «3 de Briançon» et sont accusés d'avoir «facilité ou tenté de faciliter l'entrée irrégulière en France en bande organisée» de migrants à la frontière franco-italienne. Aux trois s'ajoutent quatre autres militants, accusés du même «délit». Des mois de procédure plus tard, la sentence tombe en décembre dernier. Reconnus coupables par le Tribunal correctionnel de Gap, cinq d'entre eux – dont nos deux Suisses – écopent de six mois de prison avec sursis. Les autres se voient infliger des peines de prison ferme.

Théo revient sur les événements de ces derniers mois, leurs conséquences mais aussi sur la situation actuelle à la frontière.

QUESTIONS RÉPONSES

Le jugement a été rendu il y a deux mois: l'avez-vous digéré?

Absolument pas. Au fond de moi, j'espérais vraiment la relaxe, j'ai été très choqué par la partialité de ce procès du 8 décembre, qui a d'ailleurs duré dix-sept heures. Aujourd'hui, on est de retour à nos petites vies, mais c'est loin d'être fini. Nous voulons porter l'affaire plus haut, c'est pourquoi nous avons déposé un recours, qui sera traité par la Cour d'appel de Grenoble. La condamnation a donc été suspendue.

Vous continuerez à plaider l'innocence...

Bien sûr, mais ça va au-delà. Il s'agit de faire reconnaître le droit de manifester mais aussi d'apporter son aide à autrui. La symbolique est très forte.

Car, quelque part, cette condamnation vient cautionner ce que nous avons subi, à savoir l'emprisonnement pour certains et les violences policières pour d'autres. Ce jugement ayant installé un climat de peur et de répression face à l'aide apportée à ces migrants, nous craignons qu'il en-

traîne de façon indirecte de nouveaux morts dans les montagnes.

Avec un peu de recul, comment analysez-vous les événements vécus ces derniers mois?

Je dois avouer que je reste très sceptique quant à nos chances d'arriver à un quelconque dénouement dans cette histoire. Nous avons donné beaucoup de nous-mêmes mais ça n'a rien changé, la justice n'a pas bougé d'un iota. La juge a repris à la lettre ce que le procureur avait requis contre nous. Il n'y a eu aucune volonté de comprendre le contexte, juste de juger les faits. Pour moi, l'enjeu est aussi politique. Le but était de faire diversion en focalisant l'attention sur nous plutôt que sur la situation de ces migrants.

Un large groupe de soutien s'est constitué autour des «3» puis des «7 de Briançon»: est-ce que vous vous attendiez à un tel élan?

Quand nous avons été incarcérés aux Baumettes à Marseille, nous avons d'abord été très isolés et nous n'avons pas réalisé l'ampleur que ça avait pris. Ce soutien nous a été précieux: le fait d'être entourés et de rester actifs nous a permis d'accepter la situation et de moins la subir. Ensuite, toutes les décisions que nous avons prises ont été concertées avec notre comité de soutien, c'est lui d'ailleurs qui nous a encouragés à nous médiatiser davantage.

Comment s'est passé le retour à la réalité genevoise?

Depuis notre arrestation en avril 2018, nous avons été associés à cette cause. Certains nous soutiennent et c'est génial, mais d'autres sont plus agressifs, et c'est plus compliqué à gérer. J'ai pu recevoir des réflexions désagréables du genre: «Il y a assez de problèmes en Suisse pour ne pas aller te mêler de ceux de la France».... Clairement, il y a eu un avant et un après. Aujourd'hui, je suis une personne différente.

A quoi ressemble votre quotidien?

J'ai eu beaucoup de chance de pouvoir garder mon poste de maître-nageur pour la saison estivale à Carouge, sans aucun problème. Et puis avec Bastien, nous avons repris notre travail aux champs au sein de notre collectif Terre Libre qui propose, entre autres, des paniers de légumes.

Est-ce qu'il n'y a pas un moment où vous avez regretté d'avoir participé à cette marche?

Nous n'avons aucun regret, au contraire, nous sommes plus déterminés que jamais à continuer le combat et à aller sur le terrain. Nous sommes liés à la cause désormais. D'ailleurs, nous rentrons tout juste de Briançon. ■



A la suite de l'arrestation des «3 de Briançon» en avril 2018, un large comité de soutien international s'est constitué. Ici, des manifestants exigeant leur libération à l'occasion du défilé du 1^{er} Mai dernier à Genève.

«LA SITUATION À LA FRONTIÈRE N'EST TOUJOURS PAS RÉGLÉE»

Avez-vous toujours milité pour la cause migratoire?

Non, c'est ça qui est assez fou. J'ai toujours milité pour l'environnement. J'ai découvert la cause des migrants lors de ce déplacement à Briançon, et on s'est fait prendre comme des



C'est un peu par hasard que Théo et son ami Bastien se sont fait arrêter à Briançon, alors qu'ils s'étaient déplacés pour apporter vêtements et nourriture aux personnes aidant les migrants.

bleus. On s'est retrouvés au mauvais endroit au mauvais moment. Depuis, c'est l'immersion totale.

Comment êtes-vous arrivés à cette marche du 22 avril?

Avant Bastien, nous avions décidé d'aller donner un coup de main aux personnes déjà sur place, nous avions apporté des vêtements et de la nourriture. C'était la première fois. La marche n'était pas prévue. La veille, nous avions dû nous barricader dans le refuge, car les gars de Génération Identitaire se montraient menaçants. Cela plus la militarisation excessive de la frontière nous ont poussé à manifester spontanément.

Quelle est la situation sur place?

Malgré ce procès, et d'autres qui ont suivi depuis avec des chefs d'accusation similaires, la situation est toujours loin d'être politiquement réglée à la frontière, et les

tensions entre la France et l'Italie n'ont pas arrangé les choses. Un jeune Togolais a été retrouvé mort il y a quelques jours à Briançon, et c'est exactement ce contre quoi nous nous mobilisons. Pour moi, il n'y a pas de crise migratoire en Europe: quand on voit que le continent accueille entre 200 000 et 300 000 migrants par an, nous pensons qu'il s'agit d'une instrumentalisation politique de la part des Etats. Il y a une tendance à vouloir fermer les frontières, et nous refusons de laisser mourir des gens pour des politiques basées sur des peurs infondées.

Est-ce que le combat continue?

Bien sûr, tous les soirs il y a des maraudeurs qui vont dans la montagne pour porter secours aux migrants, leur proposer à manger, des vêtements chauds et un local pour se reposer. Les choses s'organisent petit à petit, mais il y a encore besoin d'aide, c'est pour ça qu'il faut en parler et se bouger! ■

Soutiens au peuple vénézuélien

Les appels au dialogue et à la résistance contre les risques d'intervention américaine se développent

Sylviane Herranz

Après l'autoproclamation de l'opposant Juan Guaidó comme «président» du Venezuela, le 23 janvier, et face aux menaces d'intervention armée des Etats-Unis qui le soutiennent (voir aussi *L'ES* du 13 février), la résistance s'organise dans et hors du pays. Les appels au dialogue sont nombreux. Le 7 février, un processus de discussion pour trouver une issue pacifique à la crise a été entamé par l'Uruguay et le Mexique. Ce «Mécanisme de Montevideo», du nom de la capitale uruguayenne où s'est tenue la première réunion, regroupe des pays latino-américains ayant refusé de s'allier derrière les injonctions de Donald Trump, comme la Bolivie, ainsi que des

représentants de pays européens et de l'Union européenne. A l'ONU, jeudi passé, 50 pays membres ont constitué, avec le Venezuela, un groupe qui s'est donné pour objectif de défendre le droit international, la libre détermination des peuples, la souveraineté des Etats ou encore la recherche de solutions pacifiques lors de controverses.

LE PÉTROLE, AU CŒUR DE LA CRISE

Au Venezuela, des manifestations se déroulent contre la menace de guerre. Des syndicalistes se mobilisent également, comme ces dirigeants syndicaux, militants et avocats du collectif *Trabajo Juventud*. Dans une déclaration, ils dénoncent la «tentative putschiste contre notre patrie propulsée de manière directe par l'intervention de l'impéria-

lisme américain et du «cartel de Lima» et peignent Juan Guaidó en «usurpateur illégitime pour lequel personne n'a voté en tant que «président chargé des affaires»». Le collectif explique qu'il existe une volonté de disloquer l'Etat vénézuélien, par un conflit interne ou une intervention directe, dont la finalité est de remettre la main sur le pétrole, nationalisé par l'ancien président Hugo Chávez. «La situation actuelle est une lutte à mort, une véritable guerre qui oppose trusts et monopoles pour la conquête des marchés et le pillage des matières premières. Dans ce but, ils essaient d'en finir avec toute entrave, tout accord, traité international, réglementation qui menacent d'enfoncer, de disloquer l'Etat-nation. C'est là le véritable arrière-plan de la crise politique dans notre patrie.» S'ils soutiennent le président Maduro dans la lutte contre la guerre et la destruction de leur pays, les syndicalistes, parmi lesquels Raul Ordoñez, président de la Fédération des syndicats des entreprises hydrauliques du Venezuela et député à la Constituante, n'en reviennent pas moins des mesures fortes pour faire face

à la crise économique appauvrissant la population, notamment contre les industriels qui, écrivent-ils, «poursuivent leur plan conspirateur non plus en fermant leur commerce mais en augmentant les prix de manière terrifiante». Et d'accuser encore le chaos dans les services publics, la bureaucratie, la corruption et l'inefficacité qui «font le jeu de la détérioration encore plus grande des conditions de vie du peuple travailleur».

APPEL INTERNATIONAL ET MANIFESTATION À GENÈVE

Le président de la Fédération vénézuélienne des syndicats des entreprises hydrauliques, Raul Ordoñez, s'est aussi adressé à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT) pour qu'elle mène une campagne en faveur de la souveraineté du Venezuela. L'EIT a ainsi lancé un appel* à contresignier qui s'adresse à tous les travailleurs, jeunes, organisations ouvrières et démocratiques à l'échelle mondiale afin qu'ils s'engagent contre l'ingérence de l'impérialisme contre le Venezuela. «C'est au seul peuple vénézuélien de

MANIFESTATION POUR LA PAIX ET LE RESPECT DE LA SOUVERAINETÉ DE L'AMÉRIQUE LATINE

Place des Nations, 15h00, Genève
23 FÉVRIER 2019



décider de son sort», souligne l'appel. A Genève, une action de solidarité avec le Venezuela s'est déroulée le 2 février dernier. Ce samedi 23 février aura lieu une nouvelle manifestation «pour la paix et le respect de la souveraineté de l'Amérique latine**», appelée entre autres par l'association Alba Suiza. ■

* Pour obtenir l'appel de l'EIT:
almadaonar@bluewin.ch

**Manifestation samedi 23 février à 15h, place des Nations, Genève.



Les salariés de Cipag à Puidoux se fâchent. Le groupe Elcotherm SA, propriétaire de la société, les a menacés en début d'année d'un licenciement collectif si des solutions n'étaient pas trouvées pour relever le chiffre d'affaires de la société. Le 11 février, les représentants du personnel remettaient à la direction, au terme de la procédure de consultation, une série de propositions dans ce sens. 26 salariés sont actifs dans cette entreprise spécialisée dans le chauffage. Vendredi passé, une délégation de la direction a rencontré les employés. Mais aucune réponse n'a été apportée à leurs propositions et à leurs préoccupations, si ce n'est que les lettres de congé allaient partir le jour même. Lundi, après un ultimatum donné par le personnel pour obtenir une réponse écrite, la direction annonçait vouloir négocier un plan social, dont personne ne connaît la teneur, en Suisse alémanique. A l'heure où nous mettons sous presse, lundi après-midi, les salariés étaient toujours en attente de documents et d'une garantie que les discussions se dérouleraient à Puidoux. A suivre. ■ SH

BRÈVE

LAUSANNE: CONFÉRENCE-DÉBAT SUR L'AVENIR DE L'AMÉRIQUE LATINE

Le Parti ouvrier populaire vaudois organise le samedi 2 mars prochain, à 15h à Lausanne*, une conférence-débat sur l'avenir de l'Amérique latine. Plusieurs intervenants venant du monde universitaire, militant et de la presse, ainsi qu'un représentant de l'ambassade du Venezuela y participeront. Parmi eux, Guillermo Montano de Bolivie, Cristian Saavedra du Venezuela, Lincoyan Nehuén du Chili ainsi que Yezid Arteta de Colombie. A 19h, un repas solidaire est proposé pour la somme de 16 francs. Il sera suivi d'un concert, dès 20h15. ■ L'ES

*Samedi 2 mars dès 15h, Maison de quartier sous-gare, av. Dapples 50, 1006 Lausanne.

COURRIER

C'EST DANS L'INTÉRÊT DE L'HOMME DU XXI^e SIÈCLE DE SOUTENIR LA GRÈVE DES FEMMES

En complément de votre Point de mire dans *L'ES* du 6 février, intitulé «Tous ensemble pour l'égalité», je souhaite appuyer le fait qu'il est dans l'intérêt de l'homme du XXI^e siècle de soutenir la grève des femmes et l'ensemble de leurs revendications. Car nous aussi, les mâles, sommes victimes de discriminations.

Combien d'entre nous veulent s'impliquer dans leurs familles, être là pour leurs enfants, partager véritablement les tâches ménagères et l'organisation du foyer? Beaucoup le font déjà et c'est bien là le signe que les gens évoluent bien plus vite que le monde du travail. Mais peut-on avoir tous le choix de répartir le travail à temps partiel dans le couple quand madame gagne un cinquième de moins?

Dans un monde où les salaires évoluent moins vite que les coûts de la santé, les familles sont trop souvent forcées de faire le choix du «qui gagne le plus, bosse le plus». Et c'est pour cela que les femmes sont toujours plus astreintes que les hommes aux tâches ménagères et d'éducation. Mais c'est aussi pour cela que les secteurs d'emplois essentiellement masculins, comme la construction, ne reconnaissent absolument pas la possibilité du temps partiel et, surtout, le statut du père moderne.

Or, notre société évolue toujours plus vite que les mentalités professionnelles. Les familles monoparentales sont de plus en plus faites de pères célibataires et de gardes partagées. Ce qui est encore un signe d'évolution vers l'égalité des sexes. Mais les enfants sont encore une fois les premières victimes de ce monde du travail et de nos législateurs de la droite patronale qui refusent d'accepter l'évidence que l'égalité salariale est aujourd'hui vitale à la bonne marche de notre société. ■

Eric Ducrey, machiniste et père célibataire, président de la construction d'Unia Fribourg, Chanéaz

AGENDA UNIA

FRIBOURG

DÉCLARATION D'IMPÔTS FRIBOURG ET VAUD

Fort d'une expérience fiscale de plus de 20 ans, notre équipe vous propose, cette année encore, notre service fiscal pour le remplissage de votre feuille d'impôts.

La formule est simple:

- Vous nous contactez directement au numéro indiqué ci-dessous.
- Nous vous donnons un rendez-vous pour l'endroit de votre choix.
- **Nouveau:** Nous remplissons aussi par correspondance.

Fribourg

- Café du Lavapesson, route de la Chenevière 3, 1763 Granges-Paccot. **Les vendredis 22 février et les 1, 8 et 15 mars.**
- Secrétariat Unia, route des Arsenaux 15, 1700 Fribourg. **Les samedis matin 23 février et les 2, 9 et 16 mars. Les samedis après-midi 23 février et 9 mars.**

Bulle

- Les Halles, rue de la promenade 44, 1630 Bulle. **Les mardis 5 et 19 mars. Les mercredis 27 février et 13 mars.**

Lausanne

- CPO, chemin du Beau-Rivage 2, 1006 Lausanne.

Prix: Feuille simple/locataire/maximum 5 titres: Non membre: 80 fr. Membre: 50 fr. **. Feuille propriétaire/locataire dès 6 titres: Non membre: 100 fr. Membre: 70 fr. **.

** Sur présentation de la carte de membre

Prenez rendez-vous au 077 494 70 51, les lundis, mercredis et jeudis de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30.

GENÈVE

SÉANCES

Assemblée générale HCR: mardi 26 février à 18h30.

Collective féministe: mardi 26 février à 18h30. Comité métallurgie du bâtiment: mercredi 27 février à 17h30.

Comité vente: mercredi 27 février à 19h30.

Comité horlogerie: mardi 5 mars à 17h30.

Comité régional: mardi 5 mars à 18h30.

Groupe d'intérêt retraités:

mardi 12 mars à 9h30.

Assemblée générale des retraités:

mardi 12 mars à 14h 30.

Assemblée générale du gros œuvre:

vendredi 15 mars à 19h.

PERMANENCE PAPYRUS

Horaires: mardi et jeudi de 16h à 19h.

Les séances et permanences ont lieu au syndicat.

DÉCLARATION D'IMPÔTS

Cette année encore, nous sommes à la disposition de nos membres, **jusqu'au 29 mars**, pour remplir la déclaration d'impôts 2018.

Afin de fixer un rendez-vous, et si vous êtes déjà en possession de toutes les pièces nécessaires, vous pouvez nous téléphoner au: 022 949 12 65, uniquement de 9h à 12h sauf le lundi matin, jusqu'au 15 mars. En dehors de ces jours et horaires, aucun appel ne sera pris. Vous pouvez également nous présenter à nos bureaux les

mêmes jours aux mêmes heures.

Nous vous prions de bien vouloir noter votre rendez-vous, aucune confirmation ne sera envoyée.

Tarifs par déclaration:

- Membres Unia: 49 fr.
- Couple (membre syndiqué, conjoint non syndiqué): 59 fr.
- Enfants ou parents d'un membre: 79 fr.
- Enfants des membres qui ont un salaire inférieur à 15 000 fr.: 10 fr.

Autodéclaration relative à la fortune pour les personnes: 30 fr.

La liste des documents à apporter est disponible auprès du secrétariat Unia et sur notre site internet: <http://geneve.unia.ch>

Veuillez noter que les photocopies des justificatifs doivent être faites au préalable par vos soins. Aucun document original ne vous sera retourné.

NEUCHÂTEL

CAISSE DE CHÔMAGE

Invitation à une information sur l'assurance chômage dans les locaux d'Unia:

La Chaux-de-Fonds: le jeudi 21 mars à 16h.

Neuchâtel: le mardi 19 mars à 16h.

DÉCLARATION D'IMPÔTS

Sections: Le Locle, Val-de-Travers, Neuchâtel

Comme chaque année, nous sommes prêts à vous aider à remplir votre déclaration d'impôts. Merci de vous référer à ce qui suit:

Le Locle

Vous pouvez sans autre passer au secrétariat les **jeudis 21 et 28 février de 13h30 à 19h et le vendredi 15 mars de 13h30 à 19h**.

Val-de-Travers

Vous pouvez passer au secrétariat de Fleurier le **vendredi matin de 9h30 à 12h** auprès de Mme Brigitte Vermon muni de votre déclaration ainsi que de tous les documents adéquats. Votre dossier sera traité à Neuchâtel.

Neuchâtel

Vous pouvez passer auprès de notre secrétariat dès le **lundi 28 janvier aux horaires habituels d'ouverture des bureaux** afin de déposer vos documents.

Un spécialiste des impôts sera présent, chaque mardi, dès le 5 février et ceci jusqu'au 26 mars de 9h à 12h et de 13h30 à 18h.

Merci de respecter cet horaire.

Ce service est rendu **uniquement** aux membres d'Unia en ordre avec leurs cotisations. Nous ne remplirons pas les déclarations d'autres membres de la famille non-affiliés.

Attention:

Afin de couvrir une partie des frais en personnel externe qui doit être engagé pour cette campagne d'établissement de déclarations d'impôts nous nous permettrons de vous demander une petite contribution financière:

- Actifs: 30 fr.
- Retraités, AI, étudiants/apprentis: 10 fr.
- Prestations complémentaires, membre à l'action sociale: gratuité. Cependant, en cas de déclaration complexe, nous nous réservons le droit de facturer un supplément.

La liste des documents nécessaires pour l'établissement de votre déclaration d'impôts est disponible auprès de votre secrétariat Unia.

VAUD

GROUPE D'INTÉRÊT FEMMES

Séance

La prochaine séance du Groupe Femmes aura lieu le **mardi 26 février à 19h** au secrétariat Unia, place de la Riponne 4, à Lausanne. Ordre du jour: accueil, salutations, liste de présences, signatures; bilan 2018; objectifs 2019; 8 mars; 14 juin; élections des déléguées aux AD de section; divers.

Nous vous remercions de nous confirmer votre participation à vaud@unia.ch ou 0848 606 606.

Pour le groupe Femmes, Luma Pillet, Véronique de Benoît

NORD VAUDOIS

DÉCLARATION D'IMPÔTS

Unia Nord vaudois vous aide à remplir votre déclaration d'impôts (citoyens suisses et permis C). Rendez-vous au secrétariat, av. Haldimand 23, à Yverdon-les-Bains aux dates suivantes:

Samedi 2 mars de 9h à 11h, et samedi 16 mars de 9h à 11h.

La liste des documents nécessaires est disponible auprès du secrétariat.

Le prix est fixé à 50 fr. pour chacun.

PERMANENCE DE VALLORBE

OUverture

Le syndicat Unia répond à vos questions tous les mardis de 16h à 18h lors de sa permanence syndicale.

La permanence s'adresse en particulier aux travailleuses et travailleurs de l'industrie.

Contact: Syndicat Unia, Grand Rue 9, 1337 Vallorbe 0848 606 606.

RIVIERA - EST VAUDOIS

GROUPE DES RETRAITÉS

Convocation à l'assemblée générale

Chères et chers collègues, nous avons le plaisir de vous inviter à l'assemblée générale du groupe des retraités de la section Unia Riviera-Est vaudois qui se tiendra ce **mercredi 20 février à 14h15** dans les locaux d'Unia, av. Paul-Cérésole 24, à Vevey.

A l'ordre du jour: 1. Bienvenue et signature de la liste de présence. 2. Approbation du PV de l'assemblée générale du 21 mars 2018. 3. Programme et comptes 2018, vos commentaires, approbation et décharge au comité. 4. Approbation du programme d'activités prévu pour 2019. 5. Elections statutaires et réélection du comité des retraités, élections des délégués pour l'AG de la section.

6. Présentation des enjeux syndicaux de 2019 par Doris Fuschetto. 7. Divers.

Une collation clôturera agréablement cette assemblée.

Nous nous réjouissons de vous rencontrer nombreux à cette occasion.

Pour le groupe des retraités: Jean-Paul de Régibus, Jacqueline Schwarz.



JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES DU 8 MARS

A l'approche de la Journée internationale des femmes du 8 mars, et dans le cadre de la préparation de la Grève du 14 juin, nous publions ci-dessous une liste non exhaustive des manifestations ou rencontres prévues, notamment par les collectifs féministes, autour de cette date.

FRIBOURG Vendredi 8 mars:

12h Action de rue à Fribourg, rue de Romont.

12h Action de rue à Bulle, place du Tilleul.

17h30 à 19h Rassemblement féministe, place Python à Fribourg.

18h Cinéma Rex à Fribourg, diffusion de *Female Pleasure* par le Collectif Espace Oshoun.

19h Atelier Slam Blue Factory à Fribourg, organisé par Espace femmes.

«Le travail temporaire génère de la précarité»

Alors que Swissstaffing a réussi à contrer la limitation du travail temporaire sur les chantiers publics genevois, le Conseil d'Etat entend procéder à une révision légale. Unia réagit

Manon Todesco

En 2017, le canton de Genève relevait son Règlement sur la passation des marchés publics (RMP) et limitait le taux de travailleurs temporaires sur ses chantiers à 20%. A l'époque, Unia, qui préconisait une limitation à 10%, ne trouvait toujours pas assez sévère le règlement, vu les nombreuses exceptions qu'il prévoyait. De son côté, Swissstaffing, l'association faîtière des agences d'emploi intérimaire, invoque la restriction de la liberté économique de ses entreprises et dépose un recours. Le règlement est suspendu en octobre 2017. Un peu plus d'une année après, en décembre 2018, la Chambre constitutionnelle de la Cour de justice du canton de Genève donne raison à Swissstaffing et annule toutes les dispositions du règlement en question. Un mois plus tard, dans un communiqué, cette dernière se réjouit qu'aucun recours auprès du Tribunal fédéral n'ait été formulé par le Conseil d'Etat genevois. Alessandro Pelizzari, secrétaire régional d'Unia Genève, a appris la nouvelle avec surprise à travers le communiqué de presse de Swissstaffing. «La manière dont l'association patronale crie vic-

toire est scandaleuse. Il faut arrêter de faire croire que les jeunes veulent de la flexibilité et trouvent leur compte dans le travail temporaire. En tant que syndicat, nous voyons tous les jours que ce dernier est une contrainte, faute de trouver mieux. Et il est avéré que les risques liés à la sécurité au travail sont plus élevés auprès des temporaires. Dans ses prises de position qui figurent dans le jugement, le Conseil d'Etat genevois se prononce d'ailleurs clairement sur les risques que génère le travail temporaire et conclut sur l'urgence de le limiter.»

MODIFICATION LÉGISLATIVE À VENIR

Dans l'arrêt, la Chambre constitutionnelle de la Cour de justice stipule que le canton ne dispose pas de base légale suffisante. «Cela a été jugé sur la forme, pas sur le fond», constate le syndicaliste. De son côté, le Conseil d'Etat a annoncé sa volonté de procéder à une révision légale. «La conclusion tirée par le canton est la bonne, et nous la saluons, poursuit Alessandro Pelizzari. Si on ne peut pas changer le règlement, on change la loi.»

Pour le moment, aucun calendrier n'a été fixé, mais Unia prend les choses très au sérieux. «Nous avons sans tarder



Unia Genève se bat depuis longtemps contre l'explosion du travail temporaire dans la construction. Le syndicat a mené plusieurs actions, notamment durant l'hiver 2017-2018. En janvier de l'année dernière, Marti Construction était épingle sur ce chantier, la société y occupait 66% d'intérimaires.

commencé à travailler sur nos revendications en matière de limitation du travail temporaire et nous interviendrons activement dans le processus législatif. Il est également important que nous impliquions nos membres dès maintenant, sachant que beaucoup de maçons intérimaires étaient engagés dans

les mobilisations de cet automne.» En parallèle, les syndicats genevois continuent de se battre pour négocier avec les patrons de la construction une limitation du travail temporaire sur tous les chantiers du canton au sein des différentes CCT locales du secteur. ■

A Genève, les travailleurs d'Onet ont poursuivi leur grève

Lundi, une rencontre était prévue avec des représentants de la ville et de l'entreprise

Jérôme Béguin

Soutenus par le syndicat Sit, les quinze travailleurs d'Onet SA chargés de l'entretien des WC publics de la ville de Genève ont poursuivi, tout le long de la semaine dernière, leur grève entamée le 11 février. Après deux jours de piquet de grève devant le siège de la société à Carouge, ils ont profité d'une séance du Conseil administratif pour l'interroger en manifestant devant le Palais Feynard. Alors que le magistrat en charge du dossier, le démocrate-chrétien Guillaume Barazzone, avait fait savoir qu'il était opposé à une intervention de la

commune dans le conflit, les grévistes ont obtenu, de la majorité de gauche de l'exécutif municipal, l'organisation d'une réunion tripartite rassemblant les représentants de la ville, de l'entreprise et du personnel le lundi 18 février dans l'après-midi. A l'heure de mettre sous presse ce journal, l'issue de cette rencontre n'était pas connue. «Nous attendons beaucoup de ce rendez-vous, nous espérons que la ville va prendre ses responsabilités, nous confiait auparavant Merita Elezi, responsable de la branche nettoyage du Sit. Si les discussions n'aboutissent pas, la grève pourrait se poursuivre, ce sont les grévistes qui décideront. Leur moral est bon. Ils

sont ultra solidaires entre eux et n'ont pas renoncé à exiger la réintégration de leur collègue licencié.» La grève a en effet débuté après le renvoi d'un salarié mandaté par le syndicat pour des négociations. Les travailleurs exigent son retour dans la société et la reprise des discussions. Ils veulent obtenir des contrats à temps complet, se plaignent d'une dégradation

de leurs conditions de travail et d'embauche, ainsi que de violations de la Loi sur le travail.

La ville de Genève a externalisé le nettoyage de ses toilettes publiques dans les années 2000 pour réaliser des économies. Confortable, le budget de la commune atteint pourtant un milliard. ■



Salariés d'Onet et syndicalistes, au premier jour du mouvement.

Unia aux côtés des travailleurs de Bulgari

La décision du groupe de délocaliser le département logistique de Neuchâtel à Dublin menace une quarantaine de postes. Procédure de consultation ouverte

Sonya Mermoud

Début février, le groupe Bulgari, spécialisé entre autres dans l'horlogerie et la joaillerie, a annoncé sa décision de délocaliser son département logistique de Neuchâtel à Dublin en Irlande d'ici à la fin de l'année. Conséquence: une quarantaine de postes pourrait passer à la trappe. Dans ce contexte, une procédure de consultation a démarré lundi dernier. Elle durera jusqu'au 11 mars. Unia intervient dans ce dossier après que Bulgari Global Operations SA, antenne de Bulgari, soit responsable du site en question, a

signé en janvier la Convention collective de travail de l'industrie horlogère et microtechnique dont Unia est partie prenante. Avec l'idée, précise Derya Dursun, secrétaire syndicale, de faciliter le processus de partenariat social et de relocation éventuelle. La société a en effet proposé aux collaborateurs concernés de déménager en Irlande où une cinquantaine de postes seront créés. «Proposition irréaliste», estime toutefois la syndicaliste, précisant que le personnel réunit une majorité de collaborateurs âgés de 40 à 50 ans. Bulgari s'est aussi engagé à essayer de replacer les travailleurs concernés au sein des

marques du groupe LVMH, son propriétaire. «Ce sera vraisemblablement possible pour une dizaine d'entre eux. Pour les autres, qui ont souvent fait toute leur carrière dans cette entreprise, le reclassement s'annonce difficile. L'entreprise a promis d'offrir des cours pour augmenter l'employabilité de ces personnes.» Dans tous les cas, Unia s'attellera, en l'absence d'alternatives aux licenciements, à négocier un plan social digne de ce nom. «Le travail accompli doit être reconnu à sa juste valeur et les années d'ancienneté prises en compte», poursuit Derya Dursun, regrettant ce nouveau coup dur pour

l'emploi à Neuchâtel. «Les raisons invoquées par Bulgari sont compréhensibles. Le groupe entend rassembler ses stocks dans son site logistique principal de Dublin afin de faciliter leur gestion et d'éviter les variations des cours des devises entre francs suisses et euros. La capitale irlandaise est aussi un pôle fort dans le développement du commerce en ligne. Reste que c'est une mauvaise nouvelle pour le canton de Neuchâtel qui a déjà vu les activités de l'usine Bulgari de La Chaux-de-Fonds, fabriquant des cadrans, rapatriées à Saignelégier, dans le Jura...» ■

COMMUNIQUÉ

PROTECTION DES SALARIÉS: HALTE AU DÉMANTELEMENT, TOUT DE SUITE!

Malgré le bilan négatif de la procédure de consultation, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats (CER-E) n'en démord pas: elle maintient envers et contre tout son attaque frontale contre la protection de la santé des travailleurs et des travailleuses. Cette position est incompréhensible et irresponsable. Il serait plutôt temps d'arrêter cet exercice visant à allonger la durée du travail et à réduire la saisie du temps de travail.

Pour rappel: les initiatives parlementaires respectives de Karin Keller-Sutter et Konrad Graber sont à l'origine de cette révision de la Loi sur le travail. Avec ce projet, la Commission des Etats veut supprimer la durée maximale du travail hebdomadaire, le maximum journalier de temps supplémentaire et pour une grande partie des salariés, l'obligation de saisie du temps de travail. Parallèlement, elle veut émousser l'interdiction du travail du dimanche et introduire ce dernier pour les cadres et pour les spécialistes.

D'après les dernières décisions de la CER-E, les travaux portant sur la saisie du temps de travail sont suspendus. Mais ils peuvent reprendre à tout moment. Cette décision n'est rien d'autre qu'une tactique dilatoire et de dissimulation. En maintenant les autres projets de déréglementation, la CER-E montre qu'elle ne prend pas du tout au sérieux les critiques sévères et l'opposition très large exprimées lors de la consultation. C'est inadmissible, car une majorité des cantons, les syndicats et d'autres organisations de salariés, des associations professionnelles du domaine de la santé ainsi que les Eglises se sont prononcés très nettement contre ce projet.

Des études le démontrent clairement: de plus en plus de personnes souffrent de stress au travail et de ses conséquences sur leur santé. L'Alliance contre le stress et le travail gratis combattra ce projet avec la plus grande vigueur. Les organisations membres de l'Alliance savent que la majorité de la population est de leur côté: en effet, la journée de travail de 15 heures, la semaine de 73,5 heures et un repos dominical de plus en plus souvent perturbé ne trouveront pas de majorité dans les urnes. ■

Alliance contre le stress et le travail gratis (USS, Travail suisse, Société suisse de médecine du travail, Association suisse des employés de banque, Fédération suisse des associations professionnelles du domaine de la santé, Association suisse des médecins-assistants et chefs de clinique, Syna, Syndicom, Unia et SSP)

Aline Andrey

« Nous avons tout quitté pour aller ailleurs, mais on ne savait pas où. » Alexis Voelin, de passage en Suisse en janvier, se souvient de ce tournant en 2015. A ses côtés, sa compagne Cécile Gavlak renchérit: « On cherchait un lieu idéal pour nous installer. Une maison dans la nature, une vie en communauté. » Lassés de leur mode de vie, frustrés de n'avoir jamais le temps de bien faire les choses, le photographe et la journaliste lâchent alors leurs mandats professionnels et leur appartement de Gland pour leur bus aménagé, direction la terre de leurs aïeux: la Grèce et la Slovaquie. Cécile Gavlak: « On a commencé par confronter nos idéaux avec le travail de la terre en faisant du *woofing*. » Soit en offrant un coup de main dans des fermes biologiques quelques heures par jour, en échange d'un toit et des repas (www.woofing.net). Leurs pérégrinations les mènent un peu partout en Europe à la recherche d'un lieu où s'installer. Trois ans plus tard, le nomadisme est devenu leur mode de vie. « On ne rêvait pas de ça pourtant. Mais aujourd'hui, on a de plus en plus de peine à s'imaginer se poser. Dans un appartement, on se sent vite comme dans un tombeau, pris au piège. En van, on est toujours dehors, dans la nature. C'est parfois fatigant, mais vivant », décrit Cécile Gavlak.

UNE PERSONNE, UN MÉTIER

Avec le goût du nomadisme, est revenu celui de leur métier premier. Au fil de leurs nombreuses et surprenantes rencontres, favorisées par leur mode de vie atypique, photos et textes reprennent vie. « Au départ, notre site "Ici Bazar" – un nom qui fait référence au journalisme et, en même temps, au chaos du monde – avait pour objectif de partager ce qu'on vivait avec nos amis et nos familles », raconte Alexis Voelin. Puis l'envie d'approfondir la notion de travail les amène à créer un magazine. Sans périodicité d'abord et, depuis une année, avec le cadre d'un rythme trimestriel. Leurs cahiers comportent entre 24 et 30 pages consacrées à une seule personne et son métier. Souvent des artisans, des passionnés, des indépendants, qui ont inventé leur mode de vie. Tout comme eux. Cécile Gavlak précise: « On parle surtout du travail en dehors du monde de l'emploi. Du travail-passion. Mais on pourrait tout à fait imaginer suivre un salarié... » Les notions de temps et de disponibilité sont au cœur de leur démarche, puisqu'ils passent environ deux semaines avec leur interlocuteur. « Ça peut faire peur à certains de nous avoir sur le dos aussi longtemps. Mais c'est souvent après trois ou quatre jours que la relation s'approfondit et que les surprises arrivent », raconte le duo, toujours émerveillé de l'intensité de la rencontre. « J'essaie de ne pas avoir trop de questions préétablies, de voir quels sont les thèmes qui émergent de la personne », explique la journaliste à la plume poétique.

DES ARTISANS ATYPIQUES

Jusqu'à ce jour, sept portraits, dont celui de l'artisane vaudoise Céline Ammann, qui vit de ses teintures végétales et de ses moutardes; Yves Gillen, jardinier auto-



Alexis Voelin et Cécile Gavlak se sont rencontrés en 2008, lorsqu'ils travaillaient pour le journal *La Côte*. En 2015, ils partent sur les routes d'Europe, avant de créer leur propre magazine autour du travail.

THIERRY PORCHET

RÉINVENTER LE TRAVAIL

Nomades, la journaliste Cécile Gavlak et le photographe Alexis Voelin ont créé un magazine trimestriel présentant à chaque fois une personne, un métier. *Ici Bazar*, hors des sentiers battus

QUELQUES IMAGES TIRÉES DU MAGAZINE «ICI BAZAR» © Alexis Voelin



Philippe Miénnée, imprimeur typographe breton.



Yves Gillen, jardinier autodidacte des Pays de la Loire.



Céline Ammann, artisanne vaudoise.



Pierre Monnerat, fabricant de marionnettes à Carouge.

didacte des Pays de la Loire; ou encore l'imprimeur typographe breton Philippe Miénnée. Dernière rencontre en date: Pierre Monnerat, fabricant de marionnettes à Carouge. L'histoire d'un artisan qui travaille de 8h à 17h tous les jours de la semaine. « J'étais étonnée que cet indépendant choisisse un horaire de bureau. Mais pour lui, le cadre est important pour ne pas travailler tout le temps. Le samedi, par contre, quand il bricole une imprimante 3D ou d'autres outils qui lui sont nécessaires à la confection de ses marionnettes, il estime que cela fait partie de ses loisirs, souligne Cécile Gavlak. Sa vie n'est qu'inventivité, car il doit toujours trouver des solutions, de nouveaux outils qu'il crée parfois lui-même. »

Son travail d'écriture rejoue le journalisme narratif. Elle utilise le « je » quand il le faut. Un travail qui se positionne clairement comme subjectif, enrichi d'une lente digestion. « On n'est pas des théoriciens du travail. On transmet nos rencontres, nos expériences, précise Alexis Voelin. Même si on se pose beaucoup de questions sur la souffrance au travail, sur la rentabilité à tout prix, le travail déshumanisé, le stress... », note Cécile Gavlak.

BUS-BUREAU

Eux, ont fait le choix du temps et de la qualité au détriment de l'argent. Sans compter leurs heures de travail, en plus du reportage, ils font tout: le graphisme, la distribution, la promotion... « On cumule un bon nombre de métiers qui ne sont pas les nôtres », relève le photographe dont le regard capte des instants clés et magnifie les gestes des artisans. Sa compagne ajoute: « Lorsque nous avons lancé ce magazine papier, à contre-courant de la presse qui va mal, cela pouvait paraître un peu fou, et nous avions de gros doutes. Mais on réussit à couvrir nos frais. »

Leur bus, en plus d'être leur moyen de locomotion et leur logement, est ainsi devenu leur bureau. Pour le wifi, ils se rendent dans des cafés. Le site internet et le magazine sont enrichis de lecture de textes, de musique, ou de dessins d'artistes complices de leur démarche. Alexis Voelin: « Si nos lecteurs arrivent à voyager un peu, si ça leur ouvre des portes, pour nous c'est gagné. Toutes les personnes que nous rencontrons donnent confiance en l'humanité. »

Après avoir été hébergés chez des amis

près de Genève en janvier, tous deux (au moment de cet entretien) étaient sur le point de repartir avec leur van. Direction la Grèce, plus précisément l'île d'Eubée, où les attendait une maison familiale inhabitée en hiver. « Il fait froid, mais quand même moins qu'ici », sourit le baroudeur. Cela nous permet aussi d'avoir un peu d'espace. Mais en général, au mois de mars, on est heureux de reprendre la route. En ce moment, ce sont nos reportages qui nous indiquent où aller... »

Pour en savoir davantage, commander un magazine, s'abonner ou trouver des points de vente en France: icibazar.com

En Suisse, magazines en vente dans les librairies suivantes:

Delémont:

Librairie Page d'encre, rue des Bats 4.

Genève:

Librairie du Boulevard, rue de Carouge 34.

Lausanne:

Librairie Basta! (Chauderon), Petit-Rocher 4.

Rolle:

Librairie du Château, Grand-Rue 10.